

Réponse d'Outremer Telecom à la consultation publique de l'ARCEP sur l'accord de mutualisation entre Free Caraïbe et Digicel
Version publique

L'ARCEP a reçu le 28 février 2020 le contrat de partage de réseau signé entre Free Caraïbe et Digicel le 3 février 2020.

Le 12 juin 2020, l'ARCEP a mis en consultation publique un résumé sommaire dudit contrat dans lequel il est fait état :

1. d'une phase initiale d'itinérance dès 2020 *au cours de laquelle, MADIACOM, l'entreprise commune émettra les seules fréquences de Digicel et accueillera Free Caraïbe sur ces fréquences en vue de la fourniture par Free Caraïbe de services 3G/4G. Cette « itinérance » transitoire de Free Caraïbe prendra fin progressivement par territoire avec la mise en œuvre de la solution de RAN-sharing ;*

2. d'une phase de transition avec un partage de spectre dans les bandes basses *au cours de laquelle MADIACOM procédera à l'adaptation progressive du réseau pour émettre les fréquences des deux opérateurs. Sera ainsi mise en œuvre progressivement par territoire une solution de RAN-sharing sans partage de spectre (MORAN) sur les fréquences hautes et avec temporairement un partage croisé de spectre (MOCN croisé) sur les fréquences basses (800 MHz et 900MHz). Le partage croisé des fréquences basses aurait vocation à prendre fin à l'achèvement du chantier technique sur l'ensemble des territoires (envisagé par les deux opérateurs à l'issue de deux ans) ;*

3. d'une phase de long terme à l'issue de la phase de transition *qui consiste en l'émission des fréquences des deux opérateurs par l'entreprise commune sans mutualisation de fréquences (MORAN).*

OMT considère que les dispositions prévues en matière d'itinérance et de partage croisé des bandes basses sont totalement **inacceptables** car :

- Contraires aux engagements pris par Free Caraïbe en 2016 lors de l'attribution des fréquences sur la zone,
- Dénuées de justifications objectives au regard notamment du contenu des lignes directrices de l'ARCEP du 25 mai 2016,
- Et octroyant à Free Caraïbe et à Digicel un avantage concurrentiel indu, tout en étant source de distorsion concurrentielle au détriment des opérateurs en place.

Le contrat reposant sur ces deux composantes transitoires, itinérance et partage croisé de fréquences en bandes basses, contraires aux objectifs de concurrence par les infrastructures et de concurrence effective et loyale entre opérateurs, prévus à l'article L 32-1 du CPCE, l'ARCEP doit les refuser conformément aux dispositions de l'article L.34-8-1.1 du CPCE.

1. L'itinérance de Free Caraïbe sur le réseau de Digicel doit être refusée par l'ARCEP

Tel que défini par l'ARCEP à l'article 3.2.4 des lignes directrices de mai 2016 sur le partage de réseaux mobiles, l'itinérance « *consiste en l'accueil, par un opérateur de réseau mobile, des clients d'un autre opérateur mobile sur son réseau, pour lequel seules les fréquences de l'opérateur accueillant sont exploitées.* »

Si cette itinérance a été mise en œuvre en métropole à plusieurs reprises et dans des cadres variés, la forme qu'elle revêt dans le cas d'espèce, à savoir sur la totalité des territoires et en l'absence d'un quelconque « **handicap** » de Free Caraïbe, filiale de Free, qui ne peut plus être qualifiée à l'échelle nationale d'opérateur « nouvel entrant », est totalement inédite et inacceptable.

Elle est d'autant plus inadmissible :

- Qu'elle est contraire aux engagements pris par Free Caraïbe en 2016 et qui lui ont permis de se voir attribuer un spectre équilibré et homogène dans l'ensemble des bandes (1.1) ;
- Qu'elle est injustifiée et qu'elle fait obstacle aux objectifs de régulation prévus à l'article L.32-1 du CPCE (1.2) ;
- Et qu'elle octroie à Free Caraïbe un avantage concurrentiel indu au détriment d'OMT, Orange, Dauphin et UTS (1.3).

1.1. La mise en place d'un accord d'itinérance est contraire aux engagements, repris en obligations, à l'issue de la procédure d'attribution de fréquences 4G aux Antilles, en Guyane et dans les Iles du Nord (ci-après ZAG)

Pour rappel, Free Caraïbe a été classée respectivement 2ème et 4ème à l'issue de la procédure de soumission comparative lancée en 2016 permettant l'attribution de la totalité des fréquences en bande 800 MHz et 2600 MHz et des fréquences disponibles en bande 900 MHz, 1800 MHz et 2100 MHz sur la ZAG, comme rappelé ci-après :

	1	2	3	4
Antilles	Orange Caraïbe	Free mobile	OMT	Digicel
Guyane	Orange Caraïbe	OMT	Digicel	Free mobile
St Martin/st Barthélémy	Orange Caraïbe	Free mobile	Digicel	Dauphin

Ce positionnement est le résultat d'**engagements forts** pris par le groupe Iliad, en matière notamment d'investissement et de stimulation du marché, qui ont été salués par l'Autorité elle-même, avec :

- Une couverture 4G de la population au **22/11/2018** de 50% aux Antilles, de 30% en Guyane et de 75% sur Saint Martin/Saint Barthélémy.
- Une offre commerciale attractive et innovante :

*« Free Mobile se démarque des autres candidats sur le critère de la stimulation du marché tant par son offre abordable que par son offre stimulant les usages. **Free Mobile propose en effet l'offre abordable la plus attractive au regard de son prix et des caractéristiques incluses** ».*¹

- Des investissements importants et des emplois en local :

*« **Free Mobile s'engage sur un montant d'investissement inférieur à celui d'Orange Caraïbe mais qui reste bien supérieur aux engagements, lorsqu'ils en prennent, des autres candidats. Par ailleurs, il prévoit un montant d'investissement supérieur à celui sur lequel il s'engage.** »*

*« Nomotech, Free Mobile et Dauphin Telecom prévoient moins d'emplois qu'Orange Caraïbe et Digicel AFG avec la création respectivement de [...] emplois directs en 2021, [...] emplois directs en 2022 et [...] emplois directs en 2021. Ils prévoient également de recourir en moyenne sur 5 ans à respectivement [...],[...] et [...] emplois indirects. Parmi ces trois candidats, Nomotech s'engage sur un nombre d'emplois directs plus élevé que Free Mobile (50 emplois directs au 31 décembre 2021 pour le premier et **28 emplois directs au 31 décembre 2019 pour le second**) tandis que Dauphin Telecom ne prend aucun engagement chiffré. »*

Lauréate de la procédure au terme d'une instruction rigoureuse par l'ARCEP des dossiers qui lui ont été soumis, Free s'est vue attribuée, sur la base de ses engagements, un patrimoine de fréquences équilibré comprenant notamment **10 MHz de bande 800 MHz sur 4 des 5 territoires de la zone** avec :

- 59,8 MHz en bande 800, 1800, 2100 et 2600 MHz aux Antilles,
- 54,6 MHz en bande 900, 1800, 2100 et 2600 MHz en Guyane,
- et respectivement 63,8 MHz et 64,6 MHz à Saint Martin et Saint Barthélemy dans la totalité des bandes de fréquences.

Or, force est de constater qu'**aucun de ces engagements**, repris en obligation dans les AUF, **n'ont été satisfaits jusqu'alors** et que Free préempte depuis bientôt 4 ans des fréquences « en or » sans qu'aucune sanction effective n'ait été prononcée à son encontre !

En effet :

- S'agissant des critères d'aménagement des territoires.

Free Caraïbe a déclaré des sites sur les Antilles, la Guyane et Saint Martin². Pour autant OMT relève que :

1. Free Caraïbe ne détient aucune autorisation d'établir et d'exploiter un réseau radioélectrique ouvert au public du service fixe (liaisons FH) et n'est donc pas en mesure de raccorder ses sites à son backhaul ;
2. Free Caraïbe n'a déclaré aucun site à Saint Barthélemy.

¹ Extrait décision 2016-1254 sur les Antilles

² 22 sites en Guadeloupe, 18 en Martinique, 11 en Guyane et 1 à Saint Martin

Par conséquent, OMT considère que la couverture de la population par Free Caraïbe est nulle alors que ses obligations de déploiement prévoient un taux de 50% aux Antilles, 30% en Guyane, et 75%% dans les Iles du Nord depuis novembre 2018.

- S'agissant du critère de stimulation du marché pour lequel Free Caraïbe avait obtenu la **note record de 16/20** sur l'ensemble des territoires concernés³, aucune offre n'a fait l'objet sur la zone de la moindre commercialisation depuis 2016 !
- S'agissant de l'emploi et de l'investissement, dont le niveau des engagements pris par Free Caraïbe lui avait permis d'obtenir la **deuxième meilleure note** sur l'ensemble des territoires, leur niveau est inconnu pour OMT (sous SDA). Néanmoins, à la lecture des comptes 2017, les seuls disponibles, le montant des capitaux propres⁴ démontre que Free Caraïbe n'a pas mis en place les ressources financières nécessaires, signe d'une absence totale de volonté d'embaucher du personnel et de démarrer une quelconque activité. A tout le moins, le montant des investissements annoncés par Free Caraïbe dans son dossier de candidature en vue du déploiement d'un réseau en propre ne peut être que significativement supérieur au montant réel qui sera engagé dans le cadre du présent accord.

De plus, OMT ne peut que regretter que le processus d'attribution et l'absence de sanctions aient conduit *in fine* à distordre la concurrence aux Antilles en affaiblissant Digicel et en l'amenant à céder son réseau radio dans l'unique but d'accéder à des fréquences bloquées intentionnellement par Free Caraïbe.

En conclusion, OMT considère que l'itinérance dont bénéficierait Free Caraïbe est totalement contraire à ses engagements de déploiement sur la ZAG de réseaux 4G, dont les services sont « au cœur de la dynamique concurrentielle »⁵.

Cette itinérance ne viserait donc qu'à lui permettre :

- **d'ouvrir commercialement ses services, sans avoir engagé les investissements initialement prévus comme développés supra,**
- **et de disposer de manière totalement injustifiée et inacceptable d'un nouveau délai de deux ans minimum avant d'envisager de remplir les obligations de son cahier des charges !**

³ Article 5 des décisions n°2016-1256, 2016-1255 et 2016-1254

⁴ -9600€

⁵ Ligne directrices ARCEP 3.2.4.b

1.2 La mise en place d'un accord d'itinérance est injustifiée et fait obstacle aux objectifs de régulation prévus à l'article L.32-1 du CPCE

Comme développé ci-après, OMT estime qu'aucun des arguments qui ont pu légitimer l'itinérance au profit de Free en métropole ne trouve à s'appliquer sur la ZAG (i). De plus, cette itinérance fait obstacle aux objectifs de régulation (ii).

(i) L'analyse ayant conduit à accorder à Free de l'itinérance en métropole est inapplicable sur la ZAG

- Aucun droit à l'itinérance ne peut être octroyé à Free Caraïbe qui n'est pas un « *nouvel entrant* » dont l'arrivée sur le marché devrait être facilitée.

Ce ne sont pas des difficultés de déploiement d'un réseau en propre qui expliquent le retard pris par Free sur la ZAG mais bien les échecs et réussites d'extension d'Iliad à l'international ces dernières années qui l'ont conduit à s'éloigner temporairement du marché national.

Les excellents résultats de l'année 2019 annoncés tant au niveau Groupe qu'au niveau France démontrent la parfaite santé d'Iliad avec un CA en hausse, une rentabilité améliorée et un succès commercial en Italie⁶ !

Free Caraïbe dispose ainsi de toute la capacité technique et financière nécessaire pour déployer un réseau en propre, et ce conformément aux engagements qu'elle avait pris en 2016.

A noter que l'itinérance dont bénéficierait Free Caraïbe ne peut en aucun cas être analysée à l'aune de l'accord d'itinérance 4G conclu en 2014 entre Bouygues Telecom et SFR, lequel était délimité géographiquement (voir *infra*). En outre, les situations de Free Caraïbe et de SFR en terme de structure de coûts ne sont pas comparables.

- Aucun droit à l'itinérance ne peut être octroyé à Free Caraïbe qui détient du spectre dans l'ensemble des bandes.

Comme indiqué en préambule, Free Caraïbe est attributaire sur la zone d'un patrimoine spectral qui est le résultat des engagements qu'elle a pris en 2016 et qui ne peut aucunement être qualifié « *d'inadapté* » ou « *d'insuffisant* » puisqu'identique, voire dans certains cas, supérieur à certains opérateurs domiens, comme décrit ci-après :

⁶ <https://www.zonebourse.com/ILIAD-4765/actualite/Iliad-Resultats-annuels-2019-30172990/>

		800Mhz	900Mhz	1800MHz	2100MHz	2600MHz	TOTAL
Antilles	OMT	10	11,8 dont 10 brouillés	20	14,8 dont 10 brouillés	15	71,6
	Free Caraïbe	10	0	20	14,8	15	59,8
	Digicel	0	10,4	15	14,8	20	60,2
	Orange	10	12,4	20	14,8	20	77,2
Guyane	OMT	10	10	20	14,8	15	69,8
	Free Caraïbe	0	4,8	15	14,8	20	54,6
	Digicel	10	10	20	14,8	15	69,8
	Orange	10	10	20	14,8	20	74,8
Saint Martin	Orange	10	5,6	20	14,8	20	70,4
	UTS	0	4,8	0	5	0	9,8
	Free Caraïbe	10	4	20	14,8	15	63,8
	Digicel	10	5,6	20	14,8	15	65,4
	Dauphin	0	4,8	15	10	20	49,8
	Orange	10	5,6	20	14,8	20	70,4
Saint Barthélemy	UTS	0	0	0	0	0	0
	Free Caraïbe	10	4,8	20	14,8	15	64,6
	Digicel	10	4,8	20	14,8	15	64,6
	Dauphin	0	4,8	15	10	20	49,8
	Orange	10	5,6	20	14,8	20	70,4

Ce spectre lui permettant donc de fournir des services voix/SMS 2G/3G et data 3G/4G, il n'existe aucun « *handicap objectif*⁷ » qui justifierait la mise en place d'une itinérance dans l'ensemble des bandes.

- Aucun droit à l'itinérance ne peut être octroyé à Free Caraïbe sur la totalité des territoires

Le principe selon lequel l'itinérance permettrait au réseau qui en bénéficie de disposer d'un **complément de couverture** est inapplicable au cas d'espèce, la couverture de Free Caraïbe étant égale à 0 sur l'ensemble des territoires visés par les présentes.⁸

En outre, l'analyse selon laquelle l'itinérance pourrait être justifiée en zone non dense est inapplicable sur les territoires concernés car les densités de population y sont identiques à certaines villes métropolitaines, y compris en Guyane où 77% de la population est concentrée sur une portion de 1,52% de la surface répartie sur les communes de Kourou, Macouria, Montsinery Tonnegrade, Roura, Matoury, Remoire Montjoly, Cayenne et Saint Laurent.

Les données INSEE présentées ci-après sur les grilles de densité communale⁹ démontrent en effet que :

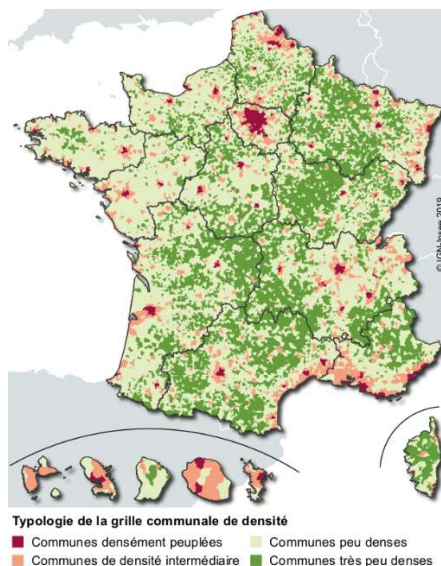
- **La population est plus concentrée dans les DROM qu'en métropole et les communes très peu denses sont beaucoup plus rares ;**
- La répartition de la population et des communes des DROM selon la grille de densité se distingue nettement de la répartition métropolitaine. En Guyane, les communes denses et de densité intermédiaire concentrent une proportion de la population proche de la moyenne métropolitaine, mais elles représentent une part deux fois plus importante des communes (5 sur 22). Dans les autres DROM, la part de la population vivant dans les communes denses et de densité intermédiaire est supérieure à 80 %, et il s'agit de plus de la moitié des communes ;

⁷ Lignes directrices ARCEP 2016 – article 3.3.1

⁸ [SDA]

⁹ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4252859#consulter>

- A l'inverse, **les communes très peu denses sont rares dans les DROM** : la Guyane en compte quatre (qui représentent seulement 1 % de sa population) et les autres DROM n'en ont aucune.



(ii) L'itinérance dont bénéficierait Free Caraïbe ferait obstacle aux objectifs de la régulation prévus à l'article L.32-1 du CPCE

Tel qu'indiqué par l'Autorité elle-même dans ses lignes directrices¹⁰, une itinérance au profit de Free Caraïbe serait contraire :

- A ses obligations de déploiement dans la mesure où elle ne permettrait pas une utilisation maximale des fréquences qui lui sont attribuées « *en cohérence avec l'objectif de gestion efficace et d'utilisation effective de ressources spectrales* » ;
- Aux objectifs d'investissement car la mise en place de cet accord d'itinérance permettrait à Free de les optimiser, voire de les réduire, et remettrait en cause le niveau de ses engagements qui avaient pourtant largement contribué à son classement définitif. En effet, Free avait obtenu la deuxième meilleure note après Orange Caraïbe sur le critère d'emploi et d'investissements sur l'ensemble des départements de la ZAG, l'ARCEP¹¹ ayant elle-même reconnue qu' « *Orange Caraïbe se démarque des autres candidats sur le critère relatif à l'emploi et à l'investissement grâce à des engagements élevés tant en matière d'emploi qu'en matière d'investissement. Free Mobile lui succède dans le classement grâce en particulier à un engagement et à des prévisions élevées en matière d'investissement.* » ;
- Aux objectifs d'innovation, de concurrence par les infrastructures et de concurrence effective et loyale au bénéfice des utilisateurs, alors même que « *le propre des*

¹⁰ Lignes directrices de l'ARCEP article 3.2.4

¹¹ Décision ARCEP n°2016-1256, 2016-1254 et 2016-1255

opérateurs de réseaux, qui disposent de droits exclusifs d'utilisation de fréquences qui constituent des ressources rares et donc disponibles en nombre restreint, est d'investir et de déployer des infrastructures de boucle locale radio et de s'appuyer sur l'utilisation de fréquences dont ils sont titulaires pour exercer leur activité sur le marché »¹².

Ainsi, sur le fondement des objectifs de régulation, dont le respect incombe à l'ARCEP, **rien ne justifierait aujourd'hui la mise en place de cet accord d'itinérance si ce n'est le seul intérêt de Free**. Aucune circonstance de droit et de fait n'autorise l'existence d'un tel accord, dont le contenu et le périmètre, **seraient inédits à l'échelle nationale !** L'unique objectif poursuivi par Free Caraïbe est bien de réduire le montant des investissements sur lequel elle s'était pourtant engagée et de bénéficier d'une couverture de la population, non pas en déployant ses équipements, mais en utilisant le réseau de Digicel pendant une période transitoire.

1.3 L'accord d'itinérance emporte des risques réels de distorsion concurrentielle

- L'itinérance conclue entre Free Caraïbe et Digicel sur la totalité des territoires et des fréquences a pour effet de restreindre leurs capacités à se différencier, notamment sur la couverture, les débits, la QoS et les services.
[SDA]
- L'itinérance conclue entre Free Caraïbe et Digicel couvre également les bandes 4G et par conséquent, comme indiqué par l'ARCEP dans ses lignes directrices, « *emporte des effets aggravés sur l'investissement en touchant aux services qui sont au cœur de la dynamique concurrentielle*¹³ » ;
- L'itinérance entre Free Caraïbe et Digicel aurait pour unique effet de permettre à Free de pénétrer les marchés en 2020 sans avoir à supporter les investissements correspondants et à ne déployer le MORAN sur les bandes hautes que dans les zones les plus rentables. Free Caraïbe adopte ainsi la même stratégie qu'en métropole à savoir qu'elle n'investit en propre que sur les zones qu'elle identifie comme rentables.

Aucune circonstance de droit ou de fait ne vient justifier que soit instauré **un traitement différencié entre les obligations incombant à Free Caraïbe et celles des autres opérateurs autorisés**, comme Orange et OMT, qui ont fait le choix d'investir massivement et de moderniser leurs réseaux dans les délais, tant au niveau du cœur de réseau qu'au niveau des antennes relais, afin d'être en mesure de lancer des offres commerciales 4G dès le lendemain de l'attribution de fréquences.

En conclusion, eu égard à son expérience en tant qu'opérateur mobile, OMT considère que Free Caraïbe dispose de la capacité technique et financière pour déployer dès à présent un RAN-sharing de type MORAN. Ainsi, au regard de l'ensemble des développements *supra*, OMT considère que la phase initiale d'itinérance doit être purement et simplement refusée par l'ARCEP.

¹² Lignes directrices de l'ARCEP article 3.2.4 a)

¹³ 3.2.4 b)

2. Le partage croisé des bandes de fréquences basses doit être refusé par l'ARCEP

La phase de transition envisagée sur deux ans qui se juxtaposera avec l'itinérance dénoncée précédemment¹⁴, est décrite de la sorte : « *l'entreprise commune procèdera à l'adaptation progressive du réseau pour émettre les fréquences des deux opérateurs. Sera ainsi mise en œuvre progressivement par territoire une solution de RAN-sharing sans partage de spectre (MORAN¹⁵) sur les fréquences hautes et avec temporairement un partage croisé de spectre (MOCN croisé) sur les fréquences basses (800 MHz et 900MHz)¹⁶. Le partage croisé des fréquences basses aurait vocation à prendre fin à l'achèvement du chantier technique sur l'ensemble des territoires (envisagé par les deux opérateurs à l'issue de deux ans) ».*

OMT considère également que la mutualisation des bandes basses est inadmissible en l'espèce en ce qu'elle :

- Est contestable sur son contenu et sa durée (2.1) ;
- Est injustifiée car fait obstacle aux objectifs de régulation prévus à l'article L.32-1 du CPCE (2.2) ;
- et qu'elle octroie à Free Caraïbe et Digicel un avantage concurrentiel indu au détriment d'OMT, Orange, Dauphin et UTS (2.3).

2.1 Les interrogations soulevées par la mutualisation des bandes basses

Le périmètre de l'accord n'étant pas précisé dans la consultation (ensemble des territoires concernés ou pas, partage croisé systématique ou possibilité d'une mise à disposition par un seul des deux opérateurs), alors que son principe même soulève de lourdes interrogations, OMT souhaite faire part à l'ARCEP des remarques détaillées ci-après.

(i) Sur les besoins en fréquences dans les bandes 800 MHz et 900 MHz

Ni Free Caraïbe, ni Digicel ne peuvent justifier d'un besoin en bandes basses :

- aux Antilles : Digicel ne détient pas de fréquences 800 MHz du fait du positionnement qu'elle a obtenu dans le cadre des appels à candidature 4G mais l'ARCEP ayant autorisé la neutralité de la bande 900 MHz en 2019, elle dispose du spectre nécessaire pour faire du LTE en bande basse ;

Le partage de fréquences en bandes basses ne viserait donc qu'à permettre à Digicel d'accéder aux fréquences en bande 800 MHz attribuées à Free aux Antilles. **Il s'agirait ainsi de modifier a posteriori le portefeuille de fréquences de Digicel**, dans l'attente des futures AUF en bande 700 MHz.

- en Guyane : la problématique est identique. Free ne détient pas de fréquences 800 MHz du fait du positionnement qu'elle a obtenu dans le cadre des appels à candidature 4G mais l'ARCEP ayant autorisé la neutralité de la bande 900 MHz en 2019, elle dispose également du

¹⁴ L'itinérance sera maintenue tant que les sites n'auront pas été swapés

¹⁵ Multi-Operator Radio Access Network

¹⁶ Le contrat offre la possibilité d'un partage croisé des fréquences basses sans distinction selon les territoires. Ainsi, en particulier, en Guadeloupe et en Martinique, Digicel bénéficiera des 10MHz duplex de Free Caraïbe dans la bande 800MHz et Free Caraïbe bénéficiera des 10,4 MHz duplex de Digicel dans la bande 900MHz.

spectre nécessaire pour faire du LTE en bande basse. Tout comme aux Antilles, **il s'agirait ainsi de modifier *a posteriori* le portefeuille de fréquences de Free Caraïbe**, dans l'attente des futures AUF en bande 700 MHz.

En outre, comme développé *infra*, les deux opérateurs dépassent en 900 MHz les plafonds maximaux de fréquences autorisés par l'ARCEP !

- sur les Iles du Nord : Free Caraïbe et Digicel détiennent du spectre 800 MHz et 900 MHz. Le partage croisé y est donc également à proscrire.

(i) Sur les quantités de fréquences mutualisées

Pour rappel, les quantités maximales sont soumises à **des plafonds** définis dans les décisions de l'ARCEP n° 2014-1368, 2014-1369 et 2015-1183 fixant les modalités des appels à candidature respectivement aux Antilles, à Saint Martin et Saint Barthélemy et en Guyane.

Ces décisions indiquent en effet en leur point 2.8 que les quantités maximales de fréquences qu'un seul acteur peut détenir sont comme suit :

Bande de fréquences	Quantité maximale
Bande 800 MHz	10 MHz duplex
Bande 900 MHz	12,5 MHz duplex
Bande 1800 MHz	25 MHz duplex
Bande 2,1 GHz	20 MHz duplex
Bande 2,6 GHz	25 MHz duplex

Or, le partage croisé de bandes basses entre Free Caraïbe et Digicel aurait pour effet de permettre à MADICAOM, l'entreprise commune, d'émettre avec :

- 20 MHz en bande 800 MHz à Saint Martin,
- 20 MHz en bande 800 MHz à Saint Barthélemy,
- et 14,8 MHz en bande 900 MHz en Guyane

Un tel partage contreviendrait par conséquent au contenu des décisions susvisées.

(iii) Sur la durée de deux ans annoncée

Le chantier technique nécessaire à la mise en place de la solution cible de *RAN-sharing* est réalisable dans l'immédiat et peut être achevé dans un délai inférieur [SDA].

Comme évoqué *supra*, Free Caraïbe dispose à la fois du savoir-faire et de la capacité financière et technique nécessaire pour mener à son terme la solution de RAN-Sharing (ou SWAP Réseau) [SDA].

De plus, ce chantier peut être mené en simultané sur l'ensemble des DROM, dans la mesure où les acteurs locaux ne sont pas les mêmes d'un département à un autre.

Dès lors, eu égard à la disponibilité des infrastructures et aux moyens dont elle dispose, rien ne s'oppose à ce que Free Caraïbe mette en œuvre le RAN-sharing dans le délai estimé par OMT.

Ainsi, en l'espèce, il n'y a aucune contrainte, ni aucun frein, qui justifierait que Free Caraïbe et Digicel disposent de 2 ans pour réaliser le SWAP réseau en question si ce n'est une démarche fallacieuse de sur-optimisation et d'obtention d'un délai supplémentaire pour respecter les obligations de son cahier des charges.

[SDA]

En outre, s'agissant de Free Caraïbe, dans la mesure où son plan d'affaire repris dans ses engagements de couverture était, pour rappel, non pas de 90% **mais de 50% de couverture** de la population au 22/11/2018, OMT estime que ce taux est atteignable [SDA]. Les étapes 1 (itinérance) et 2 (phase de transition avec partage croisé des bandes basses) **ne sont donc pas justifiées du point de vue de Free Caraïbe.**

S'agissant de Digicel, le délai de 2 ans « envisagé » avant que ne soit achevé le Swap réseau n'a dans les faits pour seul objectif **que de maximiser la période pendant laquelle Digicel aura accès à une bande 4G supplémentaire.** Il sera en effet très aisé pour MADIACOM, au terme de cette période, d'expliquer à l'ARCEP qu'en raison de difficultés avec les bailleurs ou autre, le swap de tel ou tel site n'a pas pu être effectué et de demander la prorogation de la période « transitoire ». **Digicel pourrait ainsi avoir un usage indéfini de fréquences dont elle n'est pas attributaire à date.** Accepter cet accord reviendrait de fait à octroyer à Digicel un avantage indu (cf *infra*).

2.2 Le partage croisé des bandes basses contrevient aux objectifs de régulation prévus à l'article L.32-1 du CPCE

Conformément au 3.2.3 des lignes directrices, « *La mutualisation de fréquences [...] fait obstacle à la réalisation des objectifs d'investissement, d'innovation et de concurrence effective, dès lors qu'elle réduit davantage la capacité des parties à se différencier entre elles, notamment par le spectre.* » Ainsi elle doit « *donc faire l'objet d'une attention particulière, afin notamment :*

- *de les cantonner aux zones les moins denses, notamment parce que dans les zones plus denses, les bandes hautes ou médianes, disponibles en quantité plus importante, sont pleinement utilisables et permettent déjà d'apporter des débits élevés ;*
- *de tenir compte de la structure du marché et des ressources spectrales de chacun ».*

En l'espèce, l'accord envisagé par Free et Digicel s'applique à l'ensemble des départements sans aucune limitation géographique. Il n'est, de la sorte, pas cantonné aux zones les moins denses.

En outre, on ne peut pas objectivement considérer qu'il existe des « zones non denses » sur les territoires ultramarins similaires en taille et en densité à celles de métropole¹⁷.

Il suffit en effet de regarder rétrospectivement les taux de couverture des opérateurs en place à l'ouverture des services 4G pour statuer sur le fait que les Antilles et la bande littorale Guyanaise ne peuvent en aucun cas être considérées comme des zones non denses !

Il ressort du développement *supra* que Free et Digicel disposent chacun de ressources en bandes basses, leur permettant de fournir individuellement et séparément du LTE. Ainsi, « les ressources spectrales de chacun » et « la structure du marché » ne justifient pas non plus une telle solution de partage.

Il n'existe donc aucune justification à la mise en place d'un partage croisé de fréquences en bandes basses. Pire, il est évident qu'un tel partage contreviendrait de manière ostentatoire aux règles inscrites dans les lignes directrices et que le délai de transition annoncé de deux ans ne serait pas respecté.

2.3 le partage croisé des bandes basses emporte des risques réels de distorsion concurrentielle

- **[SDA]**
- Ce partage croisé fait en outre peser des risques sur la réalité de l'autonomie stratégique et commerciale de Free Caraïbe et de Digicel dans la fourniture d'offres 4G à court terme.
- A moyen terme, OMT relève que le délai de 2 ans « envisagé » par Free Caraïbe et Digicel correspond au lancement annoncé par l'ARCEP de la 5G sur la ZAG. En conséquence, OMT alerte l'Autorité sur la nécessité de prendre en compte cette échéance et de lire le présent accord à la lumière de cette perspective future. Les risques inhérents à ce type d'accord, que sont les échanges d'informations stratégiques, les réductions de la différenciation entre les parties, des incitations à se faire concurrence, des indépendances stratégiques et commerciales, sont ici décuplés par le contexte et se retrouveront forcément accrus au moment des futures procédures d'attribution des AUF 5G.

Ainsi, au regard de l'ensemble des développements *supra*, OMT considère que la phase de partage croisé doit, tout comme pour l'itinérance, être purement et simplement refusée par l'ARCEP.

¹⁷ cf le 1.2 i) des présentes

En conclusion, eu égard à son expérience en tant qu'opérateur mobile, OMT considère que MADIACOM, [SDA], est en capacité d'émettre les fréquences des opérateurs Free Caraïbe et Digicel dès à présent et dans un délai court via un RAN-sharing de type MORAN.

* * * *
* * *
*